

Hausse des droits américains sur le bois d'œuvre

Il faut agir maintenant pour notre industrie forestière!

Ottawa, le 2 février 2024– Le Bloc Québécois exhorte Ottawa à défendre avec vigueur l'industrie forestière québécoise devant la hausse des tarifs douaniers américains sur le bois d'œuvre. Les porte-paroles du Bloc Québécois en matière de Commerce international et de Ressources naturelles, Simon-Pierre Savard-Tremblay et Mario Simard, exigent qu'Ottawa assume ses responsabilités et mette immédiatement en place des mesures concrètes pour protéger l'industrie forestière contre les tactiques commerciales américaines.

« Le temps passe, et il est aberrant de constater que le gouvernement fédéral n'a toujours rien fait pour appuyer les entreprises forestières québécoises qui font face à une forte hausse des droits de douane sur le bois d'œuvre canadien imposés par les États-Unis. En tant que partenaire commercial clé des Américains, le gouvernement fédéral a la responsabilité d'obtenir des conditions commerciales acceptables pour les représentants de l'industrie forestière canadienne, un secteur fortement représenté par le Québec », signale Simon-Pierre Savard-Tremblay.

« La forêt est le pilier économique de plusieurs régions du Québec; elle représente des milliers d'emplois et une large part de nos exportations. Durement éprouvées par les grands feux de forêt de l'été dernier, nos industries forestières font face à plusieurs défis financiers, notamment un accès difficile aux liquidités. La situation est fragile et pourrait basculer facilement si notre industrie ne reçoit pas le soutien nécessaire. La forêt est le gagne-pain de nombreux travailleurs et travailleuses : le gouvernement fédéral doit agir de façon responsable et intervenir rapidement dans le dossier du bois d'œuvre. Pour ça, le Bloc propose des solutions concrètes », souligne M. Simard.

« Dans mon ancienne vie, j'ai travaillé dans l'industrie forestière. Je sais personnellement à quel point cet une industrie qui est essentielle pour beaucoup de travailleurs et de travailleuses de Laurentides-Labelle. C'est vital à notre économie, pour la sauvegarde de nos villes et de nos villages, mais aussi pour le maintien de notre expertise régionale. Avec mes collègues du Bloc Québécois, on va s'assurer que le gouvernement Trudeau comprenne l'importance de la crise actuelle. » de dire la députée de Laurentides-Labelle, Marie-Hélène Gaudreau

Le Bloc Québécois propose des actions concrètes:

- Que le fédéral aide de façon tangible l'industrie forestière à traverser la crise avec un programme de prêts et de garanties de prêts, à la hauteur des sommes retenues aux États-Unis via les taxes imposées;
- Travailler à amender l'ACEUM afin que le processus de litiges soit mieux encadré et ne laisse plus place aux manœuvres dilatoires déloyales;
- Demander une exemption de taxes pour les bois issus de la forêt privée, puisque les allégations du lobbying américain ne concernent que la forêt publique;
- Faire reconnaître le régime forestier québécois qui fonctionne sous le modèle des enchères et qui est conforme aux exigences du libre-échange.

– 30 –

Source :

Maryse Larente, directrice de circonscription et des communications

Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides-Labelle

Maryse.larente.338@parl.gc.ca

819 440-3091